

Charles Akande, rédacteur

Survol des négociations à l'OMC sur l'agriculture

Sélection du nouveau DG de l'OMC : le Brésil et le Mexique sont au coude à coude au dernier tour

Le 26 avril, le comité de sélection composé du président du Conseil général, l'ambassadeur du Pakistan auprès de l'OMC, M. Shahid Bashir; du président de l'Organe de règlement des différends, l'ambassadeur du Canada Jonathan Fried et du président de l'Organe d'examen des politiques commerciales, l'ambassadeur de Suède Joakim Reiter, a annoncé les résultats du deuxième tour de la course au principal poste de l'OMC.

Au cours du plus récent tour, trois des candidats, en l'occurrence M^{me} Mari Elka Pangestu d'Indonésie, M. Tim Groser de Nouvelle-Zélande et M. Taeho Bark de la République de Corée, ont été éliminés de la course, laissant M. Herminio Blanco du Mexique et M. Roberto Carvalho de Azevêdo du Brésil comme les deux derniers candidats pour le 3^e et dernier tour.

Les délégations de l'Indonésie, de la Nouvelle-Zélande et de la Corée ont toutes exprimé leur déception, mais ont accepté de se retirer de la course, contrairement à la candidate du Kenya, M^{me} Amina Mohamed qui, selon les fonctionnaires de l'OMC, ne s'est pas encore officiellement retirée de la compétition, bien qu'elle ait récemment été nommée ministre des Affaires étrangères du nouveau gouvernement kényan.

Divers observateurs commerciaux déclarent que l'UE (28 pays, y compris la Croatie) ont voté pour les deux candidats latino-américains, et que M. Herminio Blanco du Mexique pourrait bien finir par être le vainqueur surprise, car il peut bénéficier du soutien des pays développés, en particulier des États-Unis. Cependant, d'autres rétorquent que M. Azevêdo peut avoir le dessus, en raison de sa profonde connaissance des négociations et du soutien qu'il recevra probablement des pays en développement, notamment des pays du groupe BRICA.

Le dernier cycle de consultations commencera le 1^{er} mai et durera environ une semaine. Le comité de sélection devrait être en mesure de dévoiler, le 8 mai, le nom du remplaçant de M. Lamy, qui sera plus tard annoncé officiellement lors de la réunion du Conseil général du 31 mai.

Le gouvernement Obama avise le Congrès de son intention d'inclure le Japon dans les négociations du Partenariat transpacifique

Le 24 avril, le gouvernement Obama a avisé le Congrès de son intention d'inclure le Japon dans le PTP. Cet avis déclenche automatiquement une période de consultation de 90 jours avec le Congrès au sujet des objectifs que cherchent à atteindre les États-Unis à l'égard du Japon. Le représentant au Commerce des États-Unis par intérim, M. Demetrios Marantis, a relevé dans une lettre adressée aux membres du Congrès que l'adhésion du Japon au PTP contribuera à procurer des avantages économiques considérables aux États-Unis, au Japon et à la région Asie-Pacifique.

[TRADUCTION] « La participation du Japon, un important partenaire commercial des États-Unis ainsi qu'un proche allié, accroît encore l'importance économique de l'accord PTP. Par suite de l'accession du Japon, les pays du PTP représenteraient près de 40 % du PIB mondial et environ un tiers de tout le commerce mondial », a écrit l'ambassadeur Marantis.

Par ailleurs, les États-Unis continueront les négociations bilatérales en parallèle avec le Japon afin d'aborder des préoccupations dans le secteur de l'automobile et les mesures non tarifaires dans d'autres secteurs, a déclaré l'USTR, ajoutant qu'il consultera également de près le Congrès des États-Unis et les intervenants quant aux détails de ces enjeux pendant la période de 90 jours.

Si tout va bien, le Japon devrait devenir officiellement le 12^e membre du PTP vers la fin juillet.

Les défis de la convergence

Le Groupe de réflexion chargé par M. Pascal Lamy, en avril de l'année dernière, « d'examiner et d'analyser les défis en matière d'ouverture des échanges mondiaux au XXI^e siècle », a rendu public son rapport le 24 avril 2013; y figure un ensemble de 24 recommandations sur lesquelles l'OMC devrait se concentrer au cours des prochaines années.

Les résultats de l'étude, a déclaré M. Lamy dans la déclaration d'ouverture de la réunion, ne sont pas destinés à fournir des solutions particulières pour conclure les négociations de Doha, comme on aurait pu être nombreux à le penser. Pourtant, certaines des recommandations présentent des points de vue sur la façon de faire avancer le PDD.

« Le Groupe de réflexion ne formule pas de recommandations spécifiques quant à la manière d'aborder le Cycle de Doha et note simplement que les questions inscrites au Programme de Doha ne vont pas disparaître et que l'échec de cet engagement collectif pourrait mettre en péril le système commercial multilatéral lui-même », peut-on lire dans l'étude.

Parmi les 24 recommandations, les experts proposent de maintenir le processus de « prise de décisions par consensus », tout en mentionnant que tout pays qui souhaite opposer un veto à une décision devrait fournir une explication motivée de son geste. Les critiques de l'OMC ont par le passé reproché à l'organisation que son processus décisionnel était le principal obstacle qui empêche de parvenir à un accord sur le PDD.

En outre, afin de faciliter le dégagement d'un consensus, le groupe a déclaré qu'il faudrait permettre au Secrétariat de l'OMC de déposer des propositions et des idées, ce qui n'est pas actuellement le cas, car les négociations restent l'apanage des membres.

Pour ce qui est des dispositions actuelles de l'OMC, les membres du groupe proposent « de gérer les tensions entre les bonnes subventions et leurs éventuels effets défavorables sur les tiers »; d'éliminer les crêtes tarifaires et la progressivité des droits; d'engager des négociations sur les restrictions à l'exportation; et aborder sérieusement l'ouverture de l'agriculture et la facilitation des échanges conclus par la CM9.

Le groupe a également proposé d'examiner la relation entre le commerce et le taux de change, sujet dont le Brésil a récemment fait la promotion, suivant l'appréciation de sa devise. Le groupe exhorte à une plus grande « coopération entre le FMI et l'OMC afin de prévenir tout risque de conflit entre les régimes ». Et en parlant d'institutions internationales, les membres du groupe recommandent que l'OMC établisse un forum pour un examen approfondi de la cohérence entre les traités internationaux.

« Nous constatons la nécessité d'instaurer une plus grande cohérence entre les politiques internationales afin de tirer parti des synergies entre des politiques qui fonctionnent le plus souvent indépendamment les unes des autres.. »

Finalement, le principal conseil formulé par les 12 membres du groupe consiste à trouver la « convergence », que ce soit entre les systèmes commerciaux des membres; entre le commerce et les politiques intérieures des membres ou la convergence entre les accords commerciaux préférentiels – comme le PTP – et le système commercial multilatéral. Sur ce dernier point, le groupe d'experts a proposé que les membres « engagent une véritable réflexion sur les moyens d'assurer une plus grande convergence entre les arrangements commerciaux préférentiels et les principes qu'ils sous-tendent d'une part et le système multilatéral d'autre part ».

Prochains événements

- Sélection du DG de l'OMC, 3^e tour, 1^{er}-7 mai 2013
- Salon vert, tous les quinze jours à partir du 1^{er} mai 2013
- Conseil général, mai, 24-25 juillet, 8-9 octobre, 5-6 novembre 2013
- XVII^e série du PTP, 15-24 mai 2013, Lima
- Forum annuel de l'OCDE, 27-31 mai 2013, Paris
- Réunion informelle du CNC, 31 mai 2013
- Session ordinaire du Comité de l'agriculture, 13-14 juin, 4 septembre
- Délai pour les résultats escomptés de Bali, août 2013
- Forum public de l'OMC, 1^{er}-3 octobre 2013
- Sommet des dirigeants de l'APEC, 1^{er}-8 octobre 2013
- 9^e Conférence ministérielle (CM9) de l'OMC, 3-6 décembre 2013, Bali

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.]

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter :

www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.cbhema.com.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254